



Independent observer
of the Global Fund

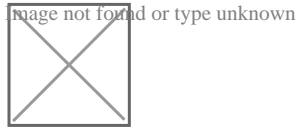
SELON UNE ÉTUDE, LES POPULATIONS CLÉS AFRICAINES SONT ENCORE LARGEMENT EXCLUES DES PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISION, EN DÉPIT DES ESPOIRS SUSCITÉS PAR LE NMF

D'après un nouveau [rapport](#), les principes directeurs du nouveau modèle de financement, comme un dialogue pays inclusif ou une participation significative, n'ont pas eu d'impact en ce qui concerne les populations clés en Afrique sub-saharienne. Publié par l'organisation [African Men for Sexual Health and Rights](#) (AMSHeR), le rapport donne les résultats d'un sondage en ligne en établissant un profil des expériences d'organisations travaillant avec les personnes vivant avec le VIH, avec les hommes ayant des relations sexuelles avec les hommes et avec les travailleuses du sexe dans 13 pays africains.

Les questions ont porté sur la manière dont les populations clés ont été capables (ou pas) de participer à l'examen des plans stratégiques nationaux et à l'établissement des priorités nationales pendant le dialogue pays, le développement de la note conceptuelle et la sélection des bénéficiaires principaux. 30 personnes ont participé à l'enquête.

Et les résultats sont plutôt décevants. Alors qu'une [étude](#) récente menée par Aidspan montrait que la représentation des populations clés dans les instances de coordination nationale s'améliorait, l'enquête de AMSHeR indique que des obstacles encore importants existent pour ceux qui sont en dehors de la sphère du Fonds mondial.

Les résultats révèlent une baisse progressive de la représentation et de l'implication des populations clés à mesure que le pays franchit les différentes étapes du NMF. Le graphique 1 montre clairement que les trois populations clés sont de plus en plus exclues à mesure que le pays se rapproche de la mise en



Graphique 1: La baisse progressive de l'implication des populations clés dans le processus du NMF

Près de deux tiers des personnes interrogées indiquent que les organisations des populations clés ont participé aux consultations nationales préalables à l'élaboration des notes conceptuelles. Dans certains pays comme au Cameroun ou au Nigeria, ils ont pu mettre en place des groupes de discussion pour les populations clés, nourrissant le débat sur l'établissement des priorités nationales. En Afrique de l'Est, l'Alliance Internationale du VIH/SIDA a soutenu les populations clés de Tanzanie, d'Ouganda et de Zanzibar pour tenir des réunions préparatoires du même genre avant les dialogues nationaux.

Pour ceux qui n'ont pas participé, le manque de connaissance n'était pas un facteur déterminant. 90% des sondés ont affirmé qu'ils étaient familiers avec les processus du NMF et du Fonds mondial dont 47% ont déclaré que leur connaissance était soit bonne, soit approfondie. Mais cela n'a pas suffi.

« Il faut plus que de la connaissance pour être capable de s'impliquer dans un mécanisme très complexe où les forces sont déséquilibrées et qui requiert une capacité organisationnelle de la part de la société civile », déclare Kene Esom, le directeur exécutif d'AMSHeR. « Ils pensaient qu'en connaissant bien le modèle de financement, ils pourraient être invités dans cet espace fermé et changer les choses. Ils n'étaient pas préparés au processus qui est très politique et aux rapports de forces qui sont à leur désavantage ».

En plus de ne pas être assez préparés, une autre raison plus importante donnée par les sondés est l'absence de volonté, de la part des ICN et des gouvernements, de les inclure. Parfois, cette situation est simplement due au fait que les organisations ne sont pas enregistrées légalement dans les pays en question.

Alors que leur participation dans les consultations est assez élevée, l'implication des populations clés dans la note conceptuelle est bien moindre – seuls 40% des personnes interrogées ont indiqué que les organisations des populations clés avaient participé à cette étape. Cela pourrait expliquer pourquoi 33% des sondés estiment que les notes conceptuelles répondent à très peu de besoins pour ces populations et 10% estimant qu'elles ne répondent à aucun d'entre eux. Cette critique est proportionnellement plus élevée chez les groupes de PVVIH avec 57% des sondés estimant que les notes conceptuelles répondent à très peu ou aucun de leurs besoins.

Un sondé appartenant à une organisation de travailleuses du sexe en Tanzanie affirme que « très peu de représentants des populations clés ont participé, leur nombre n'était pas assez élevé pour avoir une influence sur les débats, donc leur présence n'a entraîné aucun changement favorable pour nous. C'est ce qui a été présenté par le gouvernement qui a fini par être adopté ».

Le processus de désignation des RP a été l'aspect le moins inclusif du NMF (jusqu'à présent) selon le rapport. La majorité des sondés pensent que les voix des populations clés n'ont pas du tout compté (40%) ou très peu (37%) dans la désignation des RP. Reste à savoir dans quelle mesure les populations clés sont prêtes à jouer un rôle de surveillance durant la mise en œuvre des subventions ou demander des comptes aux maîtres d'œuvre et aux ICN. Cette étude est préliminaire. AMSHeR compte faire un suivi de ces résultats à travers une recherche plus approfondie de la capacité des populations clés à participer à

un système de suivi communautaire des activités du Fonds mondial.

« Le NMF a soulevé des espoirs et des attentes », déclare Kene Esom. « Constaté que le processus n'était pas aussi inclusif et ouvert aux populations clés a été une grande déception », affirme-t-il à l'OFM. Alors que faut-il faire ? « Vous ne pouvez pas intégrer brutalement des populations qui ont toujours été marginalisées », conclut-il. « Il faut procéder par étapes. »

Sur la base des résultats de cette enquête, AMSHeR est actuellement en discussion avec le Fonds mondial et d'autres partenaires pour explorer des options afin de garantir que les circonscriptions des populations clés soient mieux équipées pour s'impliquer dans les dynamiques parfois très politiques du processus.

[Read More](#)
